

Zeitschrift: Schweizer Erziehungs-Rundschau : Organ für das öffentliche und private Bildungswesen der Schweiz = Revue suisse d'éducation : organe de l'enseignement et de l'éducation publics et privés en Suisse

Herausgeber: Verband Schweizerischer Privatschulen

Band: 44 (1971-1972)

Heft: 7

Artikel: Zur Frage der Körperstrafe im Heim

Autor: Hess, Max

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-851755>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

mann Rorschach qui mit au point le test qui porte son nom.

Rorschach aimait les Beaux-arts. Il était le fils d'un professeur de dessin. Ayant étudié la médecine, puis s'étant spécialisé en psychiatrie, il utilisa les taches d'encre en noir et en couleur pour connaître la personnalité de ses malades. En 1913, il publia le résultat de ses recherches. Dans ses investigations, Rorschach remarqua que des individus percevaient les taches comme un tout, d'autres examinaient les détails, même les tout petits détails. Il s'aperçut aussi que des personnes s'achoppaient à la couleur. Enfin il prépara 10 taches qui devaient être montrées aux sujets à examiner. Dans ses examens, il remarqua aussi que certains candidats avaient des impulsions motrices en observant certaines taches ou certaines parties d'une tache. Chose curieuse, ces impulsions semblent passer dans la figure interprétée; il en résulte une interprétation kinesthésique, c'est-à-dire que la partie de la tache est interprétée comme un personnage faisant des mouvements. Rorschach tenta de donner à ses recherches un fondement théorique. Il recourut à un procédé statistique et calcula des facteurs morphologiques qu'il désignait par des abréviations. Aujourd'hui encore ce test est utilisé dans le monde entier. Mme Marguerite Loosli-Usteri de Genève a appliqué le test dans les écoles de la ville et a établi une liste d'interprétation du test ainsi qu'une statistique fort intéressante. Si le test est d'une grande richesse, il exige une longue expérience pour être utilisé avec profit. Au reste, à Zurich, après de longs mois d'étude se terminant par un examen, le psychologue qui s'intéresse à cette épreuve peut obtenir un diplôme qui sanctionne ses efforts.

S'inspirant de ce test projectif, des auteurs ont essayé d'autres moyens. C'est ainsi que Karl Koch (1906-1964) de Lucerne demandait au sujet de dessiner un arbre. L'interprétation du résultat se fait comme en graphologie d'après des indices psychologico-expressifs. On arrive à saisir non seulement le développement

intellectuel d'un individu, mais aussi la structure de son caractère. Emile Marmy, professeur à l'Université de Fribourg, a étudié et dressé une statistique dans un ouvrage intitulé «Le test de l'arbre». M. Turuvanni, actuellement directeur des Ecoles de Pully, a également fait une étude intéressante de cette épreuve.

Il y a encore de nombreux autres tests projectifs, sans parler de la graphologie qui peut aussi être considérée comme une épreuve projective. Le test de Wartegg (né en 1897) est utilisé dans divers centres d'Orientation professionnelle d'Italie. Le candidat doit terminer plusieurs dessins déjà commencés. Le test de E. Boesch de St-Gall demande à la personne examinée de continuer par le dessin une histoire commencée. Le premier dessin représente une maison. Un personnage marche sur une route. On voit une forêt, au fond un lac avec un bateau à voile. C'est le début d'une histoire que le sujet doit poursuivre en exécutant 5 dessins.

Dans le test du village d'Henri Arthus, le sujet doit construire une localité au moyen de trente petites maquettes: une église, un château, une mairie, des arbres, des animaux et des personnages. Le sujet, dans une parfaite liberté d'action peut donc créer un village à sa convenance. Cette épreuve est beaucoup utilisée par les psychologues scolaires. L'examineur observe le candidat pendant son travail et les ré-

sultats de ces observations sont plus importants que le résultat lui-même. Les psychologues ont pu au point de vue statistique, pour juger le résultat final, créer des «familles de villages».

Max Lüscher (né en 1923), psychologue à Bâle, a visé à établir un diagnostic pulsionnel en présentant des tableaux de couleurs au sujet examiné. Ces tableaux sont conçus de façon que les couleurs aient un certain rapport entre elles.

Il existe encore un grand nombre de tests projectifs, comme celui de Lipot Szondi (né en 1893), le test de cotation des mots utilisé en France, le test d'aperception thématique que l'on abrège par TAT du psychologue Henry Alexandre Murray (né en 1892). Cette épreuve est composée de trente planches représentant des personnes et l'on demande au sujet d'imaginer une histoire à leur propos.

Il va sans dire que cette étude n'est pas exhaustive, mais nous avons essayé de donner une idée de cette méthode des tests qui doit rester un instrument de travail et rien d'autre entre les mains de celui qui a pour tâche de se rendre compte des aptitudes ou des inaptitudes de personnes ayant recours à ses services. Indépendamment de cette méthode très à la mode il y a encore d'autres moyens de connaître ses semblables. Nous les examinerons une autre fois.

J. S.

Zur Frage der Körperstrafe im Heim

Dr. iur. Max Hess, Zollikerberg

I.

Ausgangspunkt unserer Betrachtungen ist folgender Sachverhalt: Der zwölfjährige Schüler X, der sich mit Zustimmung seiner Eltern zur Betreuung und Beobachtung in einem Heim mit internem Schulbetrieb befand, ist in den ersten drei Monaten seines Aufenthaltes etwa fünfzehnmal entwichen. Er wurde jeweils durch den Inhaber der elterlichen Gewalt unverzüglich ins Heim zurückgebracht. Im Anschluß an die ungefähr fünfzehnte Entweichung benahm sich Schüler X gegen

über dem Heimleiter respektlos. Dieser verabreichte dem Zögling in Gegenwart seines Vaters und einer Heimerzieherin einen Backenstreich. Der Vater gab seinem Sohn zu verstehen, daß er diese Strafe verdient habe; er brachte damit zum Ausdruck, er sei mit dem Vorgehen des Heimleiters durchaus einverstanden. Als der gleiche Zögling wenige Tage später erneut durchbrannte, wurde er nicht mehr ins Heim aufgenommen. Daraufhin erstattete der Inhaber der elterlichen Gewalt gegen den Heimleiter Strafanzeige wegen Tät-

STADT ZÜRICH

Auf Beginn des Schuljahres 1972/73 werden in der Stadt Zürich folgende

Lehrstellen

zur definitiven Besetzung ausgeschrieben:

Schulkreis	Stellenzahl
Primarschule	
Uto	35
Letzi	25
Limmattal	34
Waidberg	38
Zürichberg	20 davon 1 an Sonderklasse B (Oberstufe)
Glattal	35 davon 2 an Sonderklassen B (Mittelstufe)
Schwamendingen	32
Ober- und Realschule	
Letzi	3
Limmattal	11 davon 3 an Oberschule
Waidberg	4
Zürichberg	3
Glattal	9
Schwamendingen	10 davon 2 an Oberschule
Sekundarschule	
sprachl.-hist. mathemat.-naturwissen-	
Richtung schaftl. Richtung	
Uto	3
Letzi	1
Limmattal	2
Waidberg	2
Zürichberg	5
Glattal	4
Mädchenhandarbeit	
Uto	6
Letzi	5
Limmattal	6
Waidberg	8
Zürichberg	5
Glattal	1
Schwamendingen	4
Haushaltungsunterricht	
Stadt Zürich	4

Die Besoldungen richten sich nach den Bestimmungen der städtischen Lehrerbesoldungsverordnung und den kantonalen Besoldungsansätzen. Lehrern an Sonderklassen wird die vom Kanton festgesetzte Zulage ausgerichtet.

Die vorgeschlagenen Kandidaten haben sich einer vertrauensärztlichen Untersuchung zu unterziehen.

Für die Anmeldung ist ein besonderes Formular zu verwenden, das beim Schulamt der Stadt Zürich, Amtshaus Parkring 4, 4. Stock, Büro 430, erhältlich ist. Es enthält auch Hinweise über die erforderlichen weiteren Bewerbungsunterlagen.

Bewerbungen für Lehrstellen an der Primarschule, an der Oberschule und an der Arbeitsschule sind bis 31. Oktober 1971 dem Präsidenten der Kreisschulpflege einzureichen:

Schulkreis:

Uto: Herr Alfred Egli, Ulmbergstraße 1, 8002 Zürich
Letzi: Herr Kurt Nägeli, Segnesstraße 12, 8048 Zürich
Limmattal: Herr Hans Gujer, Badenerstraße 108, 8004 Zürich
Waidberg: Herr Walter Leuthold, Rotbuchstraße 12, 8037 Zürich
Zürichberg: Herr Theo Walser, Hirschengraben 42, 8001 Zürich
Glattal: Herr Robert Schmid, Gubelstraße 9, 8050 Zürich
Schwamendingen: Herr Dr. Erwin Kunz, Erchenbühlstraße 48, 8046 Zürich

Die Anmeldung darf nur in einem Schulkreis erfolgen.

Bewerbungen für den Haushaltungsunterricht sind bis zum 31. Oktober 1971 an den Schulvorstand der Stadt Zürich, Postfach, 8027 Zürich, zu richten.

Zürich, den 5. August 1971

Der Schulvorstand

Sozialamt der Stadt Zürich

Für die im Sommer 1972 neu zu eröffnende **Jugendsiedlung Heizenholz an der Regensdorferstraße in Zürich-Höngg** ist für die Gesamtleitung die Stelle des/der

Heimleiters/Heimleiterin

zu besetzen.

In der Jugendsiedlung Heizenholz werden 110 vorschulpflichtige, schulpflichtige und schulentlassene Kinder und Jugendliche in 12 selbständigen Wohngruppen zu betreuen sein. Es handelt sich um Normalbegabte, die wohl die städtischen Schulen oder eine Lehre besuchen, aus sozialen Gründen aber in Heimpflege genommen werden müssen.

Tätigkeitsgebiet:

Gesamtleitung der Jugendsiedlung, Führung des Mitarbeiterstabes (ca. 40 Angestellte), Kontakt mit Eltern, Sozialdiensten, Amtsstellen und Behörden, vorangehende Mitarbeit bei der Einrichtung der Siedlung und bei der Personalrekrutierung ab ca. Jahresanfang 1972, Mitarbeit der Ehefrau oder des Ehemannes möglich, aber nicht Bedingung.

Anforderungen:

Initiative, aufgeschlossene und kontaktfreudige Persönlichkeit, Geschick in der Förderung und Führung von Kindern und Jugendlichen, Organisationstalent, Fähigkeit zur Führung eines Mitarbeiterstabes, Bereitschaft zur laufenden Erarbeitung und Überprüfung der Heim- und Erziehungskonzeption mit einem Führungsteam von Erziehungsleitern und Erziehern.

Voraussetzungen:

Ausbildung in Sozialer Arbeit – Sozialpädagogik, bzw. Heilpädagogik, eventuelle Grundausbildung als Lehrer oder Psychologe, Erfahrung als Heimleiter/in.

Besoldung und Unterkunft:

Im Rahmen der städtischen Besoldungsverordnung; Pensions-, Unfall- und Invaliditätsversicherung; moderne 5-Zimmer-Wohnung im 1. Stock des Gemeinschaftshauses.

Weitere Auskünfte

erteilt der Chef des Jugendamtes I, Stampfenbachstraße 63, 8006 Zürich, Tel. 01 29 20 11, int. 2852.

Anmeldung:

Bewerbungen mit Personalien, Bildungsgang und bisheriger Tätigkeit sind unter Beilage einer Handschriftprobe, Zeugnisabschriften sowie einer Foto bis 30. Oktober 1971 dem Vorstand des Sozialamtes, Frau Stadträtin Dr. E. Lieberherr, Walchstraße 31, 8006 Zürich, einzureichen.

Sozialamt der Stadt Zürich

Suchen Sie einen neuen Wirkungskreis und sind Sie **Berufsberater/-in, Psychologe/-in**, evtl. **Heilpädagoge/-in** mit anerkanntem Berufsausweis oder stehen Sie vor dem Ausbildungsabschluß und möchten Sie bei uns als

BERUFSBERATER/-IN

tätig sein?

Dann finden Sie bei uns auf sozialem Gebiet eine weitgehend selbständige und vielseitige Beratungstätigkeit, verbunden mit Außendienst. Im Rahmen Ihrer Beratungstätigkeit mit Behinderten aller Altersstufen hätten Sie auch mit Behörden, Ausbildungsstätten und mit Arbeitgebern zu verhandeln.

Was wir Ihnen bieten können: Aufnahme in ein kollegiales Team, sorgfältige Einarbeitung und danach größte Selbständigkeit in der Arbeitserledigung. Ständige Weiterbildung. Zeitgemäße Entlohnung.

Stellenantritt nach Vereinbarung.

Offerte mit Lebenslauf, Handschriftprobe, Photo, Referenzen und Zeugnissen sind dem Leiter der IV-Regionalstelle, R. Laich, Birmanngasse 8, 4055 Basel, einzureichen. Er erteilt Ihnen auch gerne jede weitere Auskunft (Telefon 061 25 40 88).

Schulmüde?

Dann schlagen wir Ihnen eine Abwechslung vor.

Die Cité Radieuse, eine moderne Eingliederungsstätte für körperbehinderte Jugendliche in der Westschweiz stellt Lehrer oder Lehrerinnen für ein halbes Jahr oder länger als **Erzieher oder Erzieherinnen** ein.

Die moderne Konzeption erlaubt Ihnen eine weitgehend selbständige Tätigkeit mit einer Gruppe von sechs bis acht Behinderten.

Der Lohn und die Arbeitsbedingungen sind sehr fortschrittlich geregelt. Gelegenheit die französischen Sprachkenntnisse zu vertiefen.

Verlangen Sie unverbindlich nähere Auskunft bei Herrn B. Rutz, Cité Radieuse, Echichens.



Realschule Frenkendorf / BL

Wegen Eröffnung progymnasialer Klassen suchen wir auf Frühjahr 1972

1 Reallehrer(in) phil. I

Eine Lehrkraft, die fähig ist, auch eines der folgenden Fächer zu unterrichten, ist uns besonders willkommen: Latein, Zeichnen, Turnen, Englisch.

Wir verlangen:

Abgeschlossenes Studium als Mittellehrer.

Wir bieten:

Neues, modern eingerichtetes Schulhaus mit eigener Schwimmhalle.

Wohnlage an Autobahneinfahrt und SBB-Strecke.

Auskunft über Besoldungsverhältnisse erteilt das Personalamt des Kantons Basellandschaft (Telefon 061 84 33 21, intern 5231 oder 5232).

Senden Sie bitte möglichst bald Ihre Anmeldung mit den üblichen Ausweisen an: Herrn Dr. K. Schärer, Untere Flühackerstraße 11, 4402 Frenkendorf.

Weitere Auskünfte erteilt auch das Schulinspektorat (Telefon 061 84 54 10).

lichkeiten gemäß Artikel 126 des Schweiz. Strafgesetzbuches. Lediglich am Rande sei erwähnt, daß mir analoge Vorfälle auch durch Lehrer unterbreitet worden sind, wobei die Strafanzeige meistens erst erfolgte, wenn der Schüler nicht promoviert werden konnte.

Art. 126 StGB hat folgenden Wortlaut:

Wer gegen jemanden Tötlichkeiten verübt, die keine Schädigung des Körpers oder der Gesundheit zur Folge haben, wird auf Antrag mit Haft oder Buße bestraft.

In den nachfolgenden Betrachtungen beschränken wir uns auf das Verhältnis des Züchtigungsrechtes zum Tatbestand der Tötlichkeiten, der gemäß strafrechtlicher Gliederung zur Gruppe der Uebertretungen im Sinne von Art. 101 StGB gehört und nicht zu den Verbrechen und Vergehen, deren Legaldefinition in Artikel 9 StGB umschrieben ist. Auf das Problem der Körperverletzungen, die als Folge der Ueberschreitung des Züchtigungsrechtes auftreten können, treten wir ebenso wenig ein wie auf den Tatbestand der tätlichen Beschimpfung gemäß Art. 177 StGB, der jedoch im Verhältnis des Heimleiters zum Zögling kaum je erfüllt sein wird, weil der absichtliche Angriff auf die Ehre des Zöglings – der animus iniuriandi – fehlen dürfte. Artikel 126 StGB ist ein Antragsdelikt. Auch auf die Bestimmungen über den Strafantrag (Art. 28–31 StGB) kann in diesem Zusammenhang nicht eingetreten werden. Und schließlich können die vielgestaltigen Motive des Durchbrennens nicht Gegenstand der heutigen Ausführungen sein.

II.

Geht man ohne Berücksichtigung von Gesetzgebung und Judikatur an das Problem heran, so drängt sich die Auffassung auf, das Züchtigungsrecht des Heimleiters (oder auch des Heimerziehers?) bewege sich zwischen demjenigen der Eltern und den Strafbefugnissen des Lehrers. Der Begriff der elterlichen Gewalt garantiert den Eltern innerhalb vernünftiger Schranken bei ihren Ent-

scheidungen und in der Anwendung ihrer Erziehungsmittel eine staatsgewaltfreie Sphäre. Das Schwergewicht liegt immer noch auf der häuslichen Erziehung, mag diese auch durch die Massenmedien und andere Einflüsse, die häufig ebenfalls gegen den Willen der Eltern ihr Wesen und Unwesen treiben, beeinträchtigt sein. Solange den Eltern keine Pflichtwidrigkeit zur Last gelegt werden kann, bleiben sie in ihren Entscheidungen und im Einsatz ihrer Erziehungsmittel frei. Zur Beurteilung der Pflichtwidrigkeit aber liefern die altersgemäßen und individuellen Bedürfnisse eines Kindes den objektiven Maßstab, ohne daß bei den Eltern ein schuldhaftes Verhalten vorliegen müßte. Diese elementare Ueberlegung kommt in Art. 283 ZGB zum Ausdruck. Aufgrund des vertrauten Umganges seit Geburt in der täglichen Hausgemeinschaft und aufgrund gesunder emotionaler Beziehungen sollten die Eltern auch zuverlässig beurteilen können, auf welche Erziehungsmethoden ihre Kinder positiv ansprechen.

Dem Lehrer kommt in der Kindererziehung eine Teilaufgabe zu, die sich keineswegs auf das Vermitteln von Wissen beschränkt. In der Schule soll sich das Kind auch in einer größeren Gruppe zurechtfinden und bewähren lernen. Die Erziehung des heranwachsenden Menschen zu einem sozialen Wesen ist eine wesentliche Teilaufgabe der Schule. Doch wird der Lehrer, der mit den Kindern verschiedenster Herkunft pro Tag einige Stunden zusammenarbeitet, zu ihnen nicht eine gleich intensive und intime Beziehung besitzen, wie sie dem Eltern- und Kindesverhältnis eigen ist oder doch eigen sein sollte. Im Gegensatz zur Stellung der Eltern wird der Kontakt des Lehrers zu den Schülern in erster Linie durch objektive Kriterien bestimmt, die dazu führen, daß Haltung und Verhalten des Lehrers durch die verschiedenartigsten Eltern akzeptiert werden können. Diese objektiven Kriterien gebieten dem Lehrer Zurückhaltung im allgemeinen und Zurückhaltung im Gebrauch von Züchtigungsmitteln im besondern.

Der Heimbetrieb – wir lassen die Pflegefamilie hier außer Betracht – weist einerseits Elemente des Eltern- und Kindesverhältnisses und andererseits solche des Schulbetriebes auf. Dem Heimleiter sind fremde Kinder zur Pflege und Erziehung anvertraut. Oft handelt es sich um Kinder und Jugendliche, die in erzieherischer und/oder pflegerischer Hinsicht besondere Anforderungen stellen, denen auch die gutgesinnte Familie ohne besondere Fachkenntnisse oder ohne entsprechende Vorbildung nicht gewachsen ist. In der täglichen Betreuungs- und Erziehungsaufgabe ersetzt das Heim weitestgehend das Eltern- und Kindesverhältnis. Die Tatsache, daß es sich nicht um die eigenen Kinder handelt, hat das Heim mit dem Schulbetrieb gemein. Und diese Tatsache verlangt wiederum eine gewisse Zurückhaltung in der Auswahl und Anwendung der Züchtigungsmittel. Doch dürfen durch diese Zurückhaltung nicht die Aufgaben, die das Heim zu erfüllen hat, in Frage gestellt werden.

Diese grundsätzlichen und eher abstrakten Ueberlegungen sollen durch einen Blick in Gesetzgebung und Rechtssprechung konkrete Gestalt annehmen. Wir werden jedoch sehen, daß sich auch die Gesetzgebung auf abstrakte Formulierungen beschränken muß und daß die leicht erreichbare Judikatur eher spärlich ist.

III.

1. Art. 278 ZGB ermächtigt die Eltern, die zur Erziehung der Kinder notwendigen Züchtigungsmittel anzuwenden. Diese Umschreibung gestattet zu verschiedenen Zeiten, je nach Maßgabe der herrschenden Ansichten, eine sehr verschiedene Auslegung des Begriffes der «nötigen Züchtigungsmittel». Es ist auch bezeichnend, daß die früheren Kommentare keine konkreten Ausführungen über den Inhalt des Züchtigungsrechtes enthalten (vgl. z. B. Kommentar Egger, Zürich 1943, N. 1 zu Art. 278 ZGB). Demgegenüber umschreibt Hegnauer als Züchtigung «jede Zwangsausübung, welche das Kind vorbeugend oder vergeltend zu einem erzieherisch erstrebten Verhalten zu bestimmen

versucht. . . Als Züchtigungsmittel fallen in Betracht: Seelischer Zwang durch Drohung und Zurechtweisung. . . Körperlich-seelischer Zwang durch Entziehung der Freiheit. . . Körperlicher Zwang durch Gewaltanwendung zur unmittelbaren Durchsetzung von Anordnungen oder durch körperliche Züchtigung. Die Gewaltanwendung darf die körperliche Unversehrtheit des Kindes nicht verletzen und seine seelische Entwicklung nicht stören. . . Die körperliche Züchtigung steht stärker als jede andere Strafe in der Gefahr, erzieherisch mehr zu schaden als zu nützen (Kommentar Hegnauer, Bern 1964, N. 10–18 zu Art. 278 ZGB).»

Wir begegnen damit bereits dem Gebiet der Schranken des Züchtigungsrechtes. Nach Egger ist das Züchtigungsrecht «den Eltern nur eingeräumt zur wirksamen Erfüllung ihrer Pflicht. Sie dürfen nur die zur Erziehung der Kinder nötigen Züchtigungsmittel anwenden. . . Ungeeignet sind alle Mittel körperlicher Züchtigung, welche die Gesundheit und körperliche Integrität des Kindes gefährden oder aber auf das Kind verrohend und erniedrigend wirken müssen» (Kommentar Egger, N. 2 zu Art. 278).

Unzulässig und verpönt sind alle Züchtigungsmittel, denen nach objektiv vertretbaren Kriterien die erzieherische Absicht fehlt: Züchtigung zur Entladung eigener Aggressionen und Affekte, Züchtigung durch den betrunkenen Vater oder aus persönlicher Abneigung – die Leidensgeschichte des Ehebruchkinde, das in der Familie des Registervaters bleibt, ist noch nicht geschrieben –, Züchtigung aus persönlicher Unzufriedenheit des Strafenden oder um das Kind verwerflichen Ansinnen gefügig zu machen usw. Ebenso ist eine Züchtigung zu verwerfen, wenn der Anlaß dazu dem Kinde nicht zur Last gelegt werden oder das Kind durch die Züchtigung nicht gefördert werden kann, z. B. Bettnässen, anlagebedingtes Unvermögen in physischer oder intellektueller Hinsicht (Komm. Hegnauer, N. 19–21 zu Art. 278 ZGB; vgl. auch die Kasuistik bei Hegnauer, ebenda N. 22).

2. Das Züchtigungsrecht in den öffentlichen Schulen richtet sich nach dem öffentlichen Recht. Die Disziplinarmittel gegen fehlbare Schüler sind zum Beispiel im Kanton Zürich in den §§ 86 und 87 der Verordnung betreffend das Volksschulwesen vom 31. März 1900 in der durch Beschluß des Erziehungsrates vom 16. Februar 1960 revidierten Fassung umschrieben. Sie umfassen:

- freundliche Verwarnung,
- ernster Verweis,
- Versetzung des Schülers an einen besonderen Platz,
- Zurückbehaltung des Schülers nach dem Schluß des Unterrichtes,
- besondere Bemerkungen ins Schulzeugnis,
- sofortige Verzeigung des Fehlbaren an die Eltern,
- Ueberweisung des Fehlbaren an die Schulpflege, die einen Verweis durch den Präsidenten oder vor versammelter Schulpflege aussprechen kann.

Bei Ausübung seiner Strafbefugnis soll der Lehrer gerecht und ohne Leidenschaft verfahren. Körperliche Züchtigung darf nur in Ausnahmefällen zur Anwendung kommen; in jedem Falle soll der Lehrer sich nicht vom Zorne hinreißen lassen und sorgfältig alles vermeiden, was das körperliche Wohl oder das sittliche Gefühl des Schülers gefährden könnte.

Mit Hegnauer (N. 8 zu Art. 278 ZGB) darf man wohl davon ausgehen, daß den Lehrern das erforderliche Züchtigungsrecht auch ohne besondere Ermächtigung zusteht, sofern das Gesetz nicht ausdrücklich das Gegenteil bestimmt.

3. Staatliche und kommunale Anstalten und Heime verfügen nach herrschender Lehre über die sogenannte Anstaltspolizei, die öffentlich-rechtlichen Anstalten auch ohne besondere gesetzliche Ermächtigung zusteht (Ruck, Schweiz. Verwaltungsrecht, I/S. 42/43, Fleiner, Institutionen des deutschen Verwaltungsrechtes, S. 330). Aus den Befugnissen der Anstaltspolizei im Sinne des modernen Verwaltungsrechtes läßt sich auch ein dem Einzelfall adäquates Züchtigungsrecht ableiten. Die re-

gierungsrätliche Verordnung über die kantonale Arbeiterziehungsanstalt Uitikon a. A. vom 22. September 1955 bezeichnet körperliche Züchtigungen in § 23 nur ganz ausnahmsweise als zulässig. Sie stehen ausschließlich dem Anstaltsleiter zu, wobei alle entwürdigenden Handlungen zu vermeiden sind. Mit guten Gründen schweigt die Verordnung über die Frage, in welchen seltenen Ausnahmesituationen körperliche Züchtigungen gerechtfertigt seien. Es zeigt sich auch hier, daß entscheidende Fragen der Erziehung und Fürsorge nicht kodifiziert werden können.

Dagegen ließe sich heute über die Frage diskutieren, ob das Züchtigungsrecht ausschließlich dem Anstaltsleiter und nicht auch einem Gruppenleiter – unter Anzeige an den Direktor – zustehen sollte. Dem Zögling sollte der Zusammenhang zwischen ungebührlichem Verhalten und Bestrafung ohne besondern Denkprozeß klar werden, was kaum mehr der Fall ist, wenn eine größere Zeitspanne zwischen beiden Ereignissen liegt. Sobald Gruppenleiter über die nötige fachliche Ausbildung und praktische Bewährung verfügen, können ihnen in vermehrtem Maße Kompetenzen übertragen werden, was hier lediglich am Rande vermerkt sein soll.

4. Es ist klar, daß auch private Anstalten und Heime über die gleichen Erziehungsmittel verfügen müssen wie Betriebe, die dem öffentlichen Recht unterstehen. Private Institutionen können sich jedoch bei Ausübung des Züchtigungsrechtes nicht auf besondere Kompetenzen als Ausfluß der Anstaltspolizei berufen, die dem Verwaltungsrecht eigen ist. Auch wenn die gleichen Maßnahmen zur Anwendung kommen, so ist die rechtliche Begründung doch eine andere. Das Züchtigungsrecht steht nach Art. 278 dem Inhaber der elterlichen Gewalt zu, ist also Ausfluß der elterlichen Gewalt. Befindet sich eine unmündige Person unter Vormundschaft, so hat nach Art. 405 ZGB der Vormund die Pflicht, für Unterhalt und Erziehung des Mündels das Angemessene anzuordnen. Zu die-

Kaufmännische Berufsschule Horgen

Wir suchen auf Beginn des Sommersemesters 1972

Hauptlehrer oder Hauptlehrerin für die Verkäuferinnenschule

Je nach Ausbildung oder Eignung ist eine Kombination unter folgenden Fächern möglich: Deutsch, Berufskunde, Französisch, Verkaufskunde (evtl. Staatskunde, Rechnen, Buchführung, Italienisch als Ergänzung).

Lehrkräfte, die an einer kleineren Schule in einem neuen Berufsschulhaus unterrichten möchten, bieten wir eine Besoldung, die den kantonalen Höchstansätzen entspricht.

Richten Sie bitte Ihre Anmeldung an den Präsidenten der Aufsichtskommission, Herrn W. Börlin, Kottenrainweg 7, 8810 Horgen.

Thurgauische Kantonsschule Frauenfeld

Auf den 15. April 1972 oder auf einen späteren Zeitpunkt sind

1–2 Hauptlehrstellen für Französisch und ein anderes Fach

zu besetzen.

Die Bewerber müssen sich über eine abgeschlossene akademische Bildung ausweisen können. Anmeldeformulare sind beim Rektorat der Kantonsschule Frauenfeld zu beziehen, welches auch weitere Auskünfte über Anstellungsbedingungen und Besoldung erteilt.

Anmeldungen sind bis zum 20. November 1971 zu richten an das Erziehungsdepartement des Kantons Thurgau.

Frauenfeld, den 11. September 1971

Erziehungsdepartement des Kantons Thurgau
Schümperli

Kantonale Handelsschule Winterthur

Auf den 16. April 1972 sind an der Maturitätsabteilung (Typus Wirtschaftsgymnasium) und Diplomabteilung der Kantonalen Handelsschule Winterthur folgende Stellen zu besetzen:

1 Lehrstelle für Mathematik und Physik

1 Lehrstelle für Englisch und ein weiteres Fach (wenn möglich Deutsch)

Die Bewerber müssen im Besitze des zürcherischen oder eines gleichwertigen Diploms für das höhere Lehramt sein. Vor der Anmeldung ist beim Rektorat schriftlich Auskunft über die einzureichenden Ausweise und die Anstellungsbedingungen einzuholen.

Anmeldungen für diese Hauptlehrstellen sind bis zum 31. Oktober 1971 dem Rektorat der Kantonalen Handelsschule Winterthur, Postfach/Rosenstraße 3a, 8401 Winterthur, zuzustellen.

Die Erziehungsdirektion

Berufs- und Frauenfachschule Winterthur

Wir suchen auf Beginn des Schuljahres 1972/73 qualifizierte

Lehrkraft für Französisch und Italienisch

Es handelt sich um ein Teilpensum von ungefähr 15 Wochenstunden an der Abteilung für Verkaufspersonal sowie am freiwilligen Jahreskurs für schulentlassene Mädchen (10. Schuljahr).

Auf Wunsch kann der Lehrauftrag durch Übernahme weiterer Fächer vergrößert werden.

Anfragen und Bewerbungen mit Ausweisen über Bildungsgang und bisherige Tätigkeit sind zu richten an die Schulleitung der Berufs- u. Frauenfachschule Winterthur, Töbitalstr. 20, 8400 Winterthur, Telefon 052 22 62 53.

Stellenausschreibung

An der Sekundarschule (Oberstufe, 5. bis 8. Schuljahr und Abschlußklassen) Basel sind auf 15. Oktober 1971 bzw. 1. April 1972 Stellen frei für:

4-5 Lehrkräfte für den allgemeinen Klassenunterricht

Patent als Primar-, Sekundar- oder Mittellehrer(in). Schulerfahrung erwünscht.

1 Lehrkraft für Zeichnen, Handarbeit und Werken

Patent als Fachlehrer(in).

1 Lehrerin für Mädchenhandarbeit und Werken

Entsprechende Ausbildung und Lehrpatent.

Die Besoldung ist in günstiger Form revidiert worden. 28 Wochenstunden. Durchschnittliche Klassenbestände von 24 Schülern im 5. bis 8., von 16 im 9. Schuljahr.

Bewerbungen mit Lebenslauf und Angaben über Ausbildung und bisherige Tätigkeit sind zu richten an das Rektorat der Sekundarschule, Rittergasse 4, 4051 Basel.

Bezirksschule Rheinfelden

An unserer Bezirksschule sind auf Frühjahr 1972 verschiedene Lehrstellen neu zu besetzen:

1. Eine Hauptlehrstelle

sprachlich-historischer Richtung
Deutsch
Französisch
Geschichte

2. Eine Hauptlehrstelle

mathematisch-naturwissenschaftlicher Richtung
Mathematik
Biologie
Physik
Chemie

3. Eine Lehrstelle (Vikariat)

sprachlich-historischer Richtung, etwa 20 Stunden
Deutsch
Französisch
Geschichte
evtl. Turnen

4. Eine Lehrstelle (Vikariat)

Turnen, Sport
Etwa 20 Stunden mit der Möglichkeit, unter Umständen in anderen Fächern Unterricht zu erteilen.

Die Besoldung richtet sich nach den Bestimmungen der kantonalen Verordnungen und wird durch eine geregelte Ortszulage unter Anrechnung der auswärtigen Dienstjahre ergänzt.

Die Schulpflege ist bei der Suche nach einer geeigneten Wohnung gerne behilflich.

Wir bitten Sie, Ihre Bewerbung mit den üblichen Unterlagen dem Präsidenten der Schulpflege, Herrn Dr. J. C. Haefliger, Tulpenweg 5, 4310 Rheinfelden, einzureichen.

Schulgemeinde Kreuzlingen

Auf Beginn des Schuljahres 1972/73 suchen wir für die Unter- und Mittelstufe

Lehrerinnen und Lehrer

mit Berufserfahrung. Wir bieten angenehme Arbeitsverhältnisse, großzügige Ortszulage und Aufnahme in die Pensionskasse der Schulgemeinde.

Bewerberinnen und Bewerber sind gebeten, ihre Anmeldung unter Beilage der üblichen Ausweise zu richten an: P. Perini, Schulpräsident, Säntisstraße 14, 8280 Kreuzlingen.

Primarschule Waldenburg BL

Für sofort oder auf Schulbeginn am 17. April 1972 suchen wir für unsere 4. Klasse einen

Primarlehrer

Besoldung, Alters- und Ortszulagen sind gesetzlich geregelt. Die Bewerber werden gesucht, ihre Anmeldungen mit den üblichen Unterlagen sofort an den Präsidenten der Schulpflege, Herrn Otto Sutter, 4437 Waldenburg, einzureichen. Weitere Auskünfte werden bereitwilligst erteilt. Tel. 061 84 76 95.

sem Zwecke stehen dem Vormund grundsätzlich die gleichen Rechte zu wie den Eltern als Inhaber der elterlichen Gewalt. Zu diesen Rechten gehört auch das Züchtigungsrecht. Doch weist schon Egger darauf hin, daß «angesichts des großen psychischen Unterschiedes im Verhältnis zum Kind» das Züchtigungsrecht nicht das gleiche sein könne. Für Vormund (und Pflegeeltern) sei es beschränkter (Komm. Egger, N. 62 zu Art. 405 ZGB). Diese Differenzierung ist durchaus gerechtfertigt, auch wenn sie in der Rechtsordnung nicht zum Ausdruck gebracht wird.

Ueberträgt der gesetzliche Vertreter (Inhaber der elterlichen oder vormundschaftlichen Gewalt) oder eine Fürsorgebehörde (vormundschaftliche Behörden, Organe der Jugendstrafrechtspflege usw.) die Erziehungsaufgabe Drittpersonen, so steht diesen auch das Züchtigungsrecht zu, soweit es zur Erfüllung der übertragenen Aufgaben erforderlich ist. Solche Drittpersonen sind insbesondere die verantwortlichen Leiter privater Heime und Anstalten, die einzelne Aufgaben auch Erzieherinnen, Gruppenleitern usw. übertragen können. Es ist klar, daß jeder Funktionär eines Heimbetriebes über das Ausmaß seiner Kompetenzen und die Grenzen seiner Befugnisse Bescheid wissen sollte. Solche Drittpersonen sind auch Pflegeeltern, Hauslehrer, ein Stiefelternanteil oder ein Elternteil, dem die elterliche Gewalt (z. B. im Scheidungsverfahren) entzogen worden ist, solange sich das Kind in seiner Obhut befindet (so auch Hegnauer, N. 5–9 zu Art. 278 ZGB). Dem privaten Heim (und den Pflegeeltern) wird also mit der Umplazierung das Züchtigungsrecht durch den Versorger stillschweigend übertragen. Besondere Abmachungen wären nur dann zu treffen, wenn das Züchtigungsrecht aus individuellen Umständen zum vornherein beschränkt werden müßte.

5. Für die Anerkennung eines Züchtigungsrechtes der Organe von privaten Anstalten und Heimen spricht noch eine weitere Ueberlegung. Art. 333 ZGB kennt eine Haf-

tung des Familienhauptes für den durch unmündige oder entmündigte, geistesranke oder geisteschwache Hausgenossen widerrechtlich verursachten Schaden. Dem Familienhaupt steht allerdings ein Entlastungsbeweis offen. Es haftet nicht, wenn es darzutun vermag, daß es das übliche und durch die Umstände gebotene Maß von Sorgfalt in der Beaufsichtigung beobachtet hat. Um sich einer allfälligen Haftung zu entziehen, hat das Familienhaupt glaubhaft zu machen, daß es im konkreten Einzelfall in der adäquaten Beaufsichtigung nichts vernachlässigt oder versäumt hat. Familienhaupt ist nach herrschender Auffassung auch der verantwortliche Leiter eines privaten Anstalts- oder Heimbetriebes.

Nun ist das Familienhaupt nach Art. 333 Abs. 2 ZGB verpflichtet, dafür zu sorgen, daß aus dem Zustande eines geisteskranken oder geisteschwachen Hausgenossen weder für diesen selbst noch für andere Gefahr oder Schaden erwächst. Dieser Verpflichtung kommt das Familienhaupt nicht nur durch die Veranlassung einer Hospitalisierung nach. Durch ein solches Vorgehen würde die Verantwortung ja lediglich auf ein neues Familienhaupt (Direktor einer psychiatrischen Klinik usw.) übergehen. Das Familienhaupt muß auch in der eigenen Gemeinschaft sinnvolle Vorkehrungen treffen, um Schädigungen durch Hausgenossen nach Möglichkeit zu verhindern. Zu solchen Vorkehrungen kann auch einmal die richtig dosierte Züchtigung gehören. Das vertretbare Züchtigungsrecht ist also in gewissem Sinne das Korrelat zur Haftung des Familienhauptes im Rahmen von Art. 333 ZGB.

IV.

Welches sind nun die strafrechtlichen Konsequenzen, die aus den bisherigen Ueberlegungen gezogen werden müssen? Zu jeder strafbaren Handlung gehört das Tatbestandsmerkmal der Widerrechtlichkeit. Erfolgt eine Handlung rechtmäßig, so kann sie kein Delikt sein. Nach Art. 32 StGB ist die Tat, die das Gesetz oder eine Amts- oder Berufs-

pflicht gebietet, oder die das Gesetz für erlaubt oder straflos erklärt, kein Verbrechen oder Vergehen. Gemäß Art. 102 StGB gilt diese Bestimmung auch für Uebertretungen. Und, wie wir einleitend gesehen haben, gehört der Tatbestand der Tötlichkeiten im Sinne von Art. 126 StGB zu den Uebertretungen. Im eingangs geschilderten Fall wurde denn auch das Strafverfahren gegen den Heimleiter mit den entsprechenden Ueberlegungen eingestellt unter Uebernahme der Kosten auf die Staatskasse.

Nach Hafter besteht ein Züchtigungsrecht, «wenn es auf dem Wege der Auslegung aus Bestimmungen des Gesetzes (mit Einschluß von Verordnungen) abgeleitet werden kann. Dem freien Richterermessen muß bei der Bestimmung von Art und Umfang der Züchtigung breiter Spielraum gelassen werden.» (Hafter, Lehrbuch des schweiz. Strafrechtes, 2. Auflage, Bern 1946, S. 163). Auf einen Rechtfertigungsgrund können sich also nur jene Personenkreise berufen, denen das Züchtigungsrecht im Sinne unserer bisherigen Ausführungen zusteht. Nicht jeder Dritte, der zufälligerweise Zeuge eines unbotmäßigen Verhaltens eines Jugendlichen ist, kann sich ein Züchtigungsrecht anmaßen (so auch Hafter, 1. c., S. 163/64). Immerhin hat das Bundesgericht in einem Entscheid vom 29. April 1963 den Standpunkt vertreten, der Tatbestand der Tötlichkeiten sei nicht erfüllt, wenn ein Hausverwalter in Ausübung seiner Pflichten einem dreijährigen Knaben eine leichte Züchtigung (Ohrfeige) zufüge, die innerhalb vernünftiger Grenzen bleibe. Dem Hausverwalter ging es darum, den Knaben nach wiederholten und erfolglosen Warnungen von einem durch Bauarbeiter aufgerissenen Graben fernzuhalten, um einen Unfall zu vermeiden (BGE 72 IV 20 ff).

Zusammenfassend können wir feststellen, daß sich das Züchtigungsrecht vor allem durch zwei Kriterien von den Tötlichkeiten nach Strafrecht abhebt. Einmal steht das Züchtigungsrecht nur einem bestimmten und übersehbaren Personenkreis zu, der durch die Rechtsordnung und durch die Rechtsausle-

gung mit der nötigen Klarheit umschrieben wird. Und sodann dürfen mit der Ausübung des Züchtigungsrechtes ausschließlich erzieherische Absichten verfolgt werden. Die körperliche Bestrafung oder anderweitige Züchtigung, der nicht mehr pädagogische Motive zugrunde liegen, ist durch die Rechtsordnung verpönt. Für solche Handlungen kann nicht mehr der Schutz der Rechtsordnung in Anspruch genommen werden. Tätlichkeiten im Sinne von Art. 126 StGB liegen also dann vor, wenn die Berechtigung zur Züchtigung – die Aktivlegitimation – fehlt oder die pädagogische Absicht nicht gegeben ist. Der Heimleiter (oder Heimerzieher usw.), der von seinem Züchtigungsrecht Gebrauch macht, befindet sich in einer schwierigen Situation. Er sollte im Zeitpunkt der Entscheidung Ueberlegenheit und hinreichende emotionale Freiheit besitzen, um die pädagogische Leitlinie nicht zu verlieren. Zudem aber sollte er derart rasch handeln, daß dem Zögling der Zusammenhang zwischen unbotmäßigem Verhalten und Bestrafung bewußt bleibt.

Von der Theorie her sind körperliche Züchtigungen im allgemeinen verpönt. Das geht aus den bereits erwähnten Kommentaren mit vielen Literaturhinweisen hervor. Paul Moor, der Heilpädagoge, fordert von jedem Erzieher das Bestreben, ohne Körperstrafe auszukommen. «Das Schwerwiegendste, was zu sagen ist, ist dies, daß sie nie zur selbstübernommenen Uebung werden kann; sie gehört zu den primitivsten Strafen, die nur abschreckend wirken können; also hat sie höchstens vorbereitende, nie aufbauende Wirkung, kann aber auch Furcht oder Haß erwecken, gelegentlich gar sexuell aufreizen. Durch jeden Schlag wird das Gefühl des Kindes für die Unantastbarkeit und Heiligkeit seines Leibes gefährdet, ein Gefühl, das als Schutz gegen viele dunkle Gefahren geschont und gehegt werden sollte» (Prof. Dr. P. Moor, Das Erziehungsmittel der Strafe im Rahmen der Gesamterziehung, in Erziehungsfragen aus dem Alltag, Pestalozzianum Zürich 1959, S. 84).

Nun läßt sich aber die beste Theorie nicht unbesehen auf den Fürsorge- und Erziehungsalltag übertragen. Der Heimerzieher steht zudem vor der Tatsache, daß jeder Zögling seine eigene Vorgeschichte hat, auf die er keinen Einfluß nehmen konnte. Kinder und Jugendliche, die in der früheren häuslichen Erziehung die Erfahrung gemacht haben, daß es «erst dann ernst gilt», wenn körperliche Züchtigungen erfolgen, kommen mit Vorstellungen und Erwartungen ins Heim, die zwar fatal sind, mit denen aber der Heimleiter rechnen muß und die er nur in einem langwierigen Prozeß korrigieren kann. Mir will scheinen, die Fragestellung für oder wider die Körperstrafe werde dem Problem, das uns beschäftigt, nicht ganz gerecht. Es gibt auch seelische Quälereien; und ein Kind kann auch ohne Körperstrafe schweren Schaden nehmen, wenn es seelisch mißhandelt wird. Nur fällt es viel schwerer, seelische Mißhandlungen rasch festzu-

stellen oder gar rechtsgenügend nachzuweisen. Auch unser Strafrecht kennt bis heute keinen Strafbestand der seelischen Mißhandlung, der jenem der Körperverletzung ebenbürtig wäre. Wir haben bereits weiter vorne (III/1) festgestellt, an welche objektiven Kriterien das Züchtigungsrecht gebunden ist. Die Strafe soll erzieherisch – bessernd und fördernd – auf das Kind einwirken; wir müssen also von ihr einen positiven Erfolg erwarten können. Die Strafe darf nicht durch die Affekte des Erziehers ausgelöst und bestimmt werden. Wer aus der eigenen Frustration heraus zum Mittel der Strafe greift, handelt nicht mehr pädagogisch und nicht mehr im Interesse des Kindes. Maßgebend sind im Grunde genommen persönliche Reife und berufliche Haltung, die echte Liebe zum Kinde, zum Jugendlichen, gepaart mit den nötigen Fachkenntnissen, die entscheiden, wann und mit welchen Mitteln gestraft werden soll.

Die bewußtseinswandelnden Drogen und ihre Wirkung

Dr. Sigrid Lechner-Knecht

Zu allen Zeiten versuchte der Mensch, die Fesseln seiner irdischen Enge und Gebundenheit zu sprengen und über sich hinauszuwachsen, und schon in frühesten Kulturen wußte man von geheimnisvollen Drogen, mit deren Hilfe sich ein «Höhenflug» erreichen ließ. In manchen Jahrhunderten nahm der Gebrauch (oder Mißbrauch) von bewußtseinswandelnden Drogen besondere Ausmaße an.

Durch den 1943 (durch Albert Hofmann und Mitarbeiter) in den pharmazeutischen Fabriken der Sandoz AG, Basel, hergestellten, aus Mutterkornalkaloiden gewonnenen halbsynthetischen Stoff LSD-25 mit halluzinogenen Wirkungen bekam die Forschung der Halluzinogene (auch «Psycholytica» = Seelenlöschungsmittel, oder «Psychotomimetica») neue Auftriebe. Als dann ein mexikanischer «Zauberpilz» (im ganzen 13 Arten) in den fünfziger Jahren entdeckt wurde, dessen psycho-

trope Wirkstoffe ebenfalls durch die Sandoz-Forscher entschlüsselt und synthetisch hergestellt wurden, ergriff eine neue Welle der Drogenrauschsucht die westliche Welt. Besonders unter den Jugendlichen breitete sich seit Beginn der sechziger Jahre die Süchtigkeit nach den neu entdeckten Wirkstoffen epidemieartig aus. Die sogenannten «Gammerler» treffen sich zu einer «acid party» oder einem «trip» – wie es im Jargon der Gammler heißt. «Acid», weil das Rauschgift LSD chemisch ein Diäthylamid-Tatrat der Lysergsäure ist, und «trip», weil eine fragwürdige Reise in ein unbekanntes «Land» unternommen wird, raum- und zeitlos, mit einer unvorstellbaren Farbenpracht, durchwogt von phantastischen Fabelwesen.

Diese «Reise» ist finanziell ein Kinderspiel, denn als Transportmittel dient weder Eisenbahn noch Auto oder Flugzeug, sondern eine kleine Tablette oder ein mit «acid» ge-